



MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ET DE LA RECHERCHE

Résumé du Livre Blanc No. 16 (2006-2007) Adressé au Parlement
par le Gouvernement Norvégien

Un Effort Précoce pour une Éducation Permanente



RÉSUMÉ DU LIVRE BLANC N° 16 (2006 – 2007) ADRESSÉ AU PARLEMENT PAR LE GOUVERNEMENT NORVÉGIEN

« ... ET PERSONNE N'EST LAISSÉ EN ROUTE. Un effort précoce pour une éducation permanente »

Chapitre 1. Une société pour tous, basée sur les connaissances

Le Gouvernement mènera une politique active pour réduire l'inégalité sociale. Le but en est de diminuer les différences de classe, de réduire l'inégalité de la répartition économique et de combattre la pauvreté et d'autres types de marginalisation. Il faut développer la société de telle sorte que le pouvoir, les biens et les devoirs soient répartis de façon la plus juste possible.

Chacun doit avoir les mêmes possibilités de développer sa personne et ses capacités. Une société où prévalent la communauté et l'égalité assure à la personne les meilleures chances de réaliser ses projets de vie individuels. Les sociétés ayant peu de différences économiques et sociales sont, également, parmi les plus productives au sens économique du terme.

Le système éducatif est modifié par des changements dans d'autres secteurs de la société, et les acteurs à tous les niveaux du système éducatif doivent mettre à profit leur compétence pour établir une approche offensive à l'égard des changements. Lorsque les inégalités sociales augmentent, l'effort pour combattre les différences doit être renforcé dans le système éducatif. Dans ce Livre blanc, adressé au Parlement, le Gouvernement présente sa politique de la réduction des inégalités sociales à travers le système éducatif.

Education, connaissances et compétences contribuent à l'insertion dans le monde du travail, une meilleure économie personnelle, une meilleure santé, une participation plus active dans la vie de la société et un taux de criminalité plus bas. En plus, une participation éducative compte pour beaucoup dans l'épanouissement personnel. Introduire tout un chacun dans une communauté éducative incitant à une éducation permanente est une contribution importante à une bonne vie – tant pour soi-même que pour ses proches.

Le besoin de diminuer les différences sociales

Dans tous les pays, il y a des différences de participation et de taux de profit de l'éducation. On n'est jamais arrivé à les éliminer. Des comparaisons internationales montrent, toutefois, que plusieurs autres pays ont réussi, mieux que la Norvège, une atténuation des inégalités sociales dans le système d'éducation. Ceci montre qu'il y a un potentiel d'amélioration dans notre système.

Il y a de trop grandes disparités dans les compétences qu'acquièrent les enfants, les élèves, les étudiants et les adultes dans le système éducatif, et, par là, également, dans leurs possibilités futures sur le marché du travail et dans la vie de la société. L'absence de l'acquisition des compétences fondamentales à l'école primaire conduit, entre autres, à une probabilité accrue d'un abandon dans l'enseignement secondaire. Ces différences se rapportent souvent au milieu familial, c'est-à-dire au niveau d'éducation des parents, à leur salaire et à leur appartenance à une minorité ou à la majorité sociale. Il y aura toujours des variations individuelles d'acquisition des connaissances et de participation. L'objectif du Gouvernement est de faire de sorte que plus de personnes qu'aujourd'hui atteignent le but qu'elles se sont fixé, et que le système d'éducation ne reconduise ni ne renforce les inégalités sociales. Une

réduction des inégalités sociales implique que la probabilité de réussite dans le système éducatif dépend moins du milieu familial.

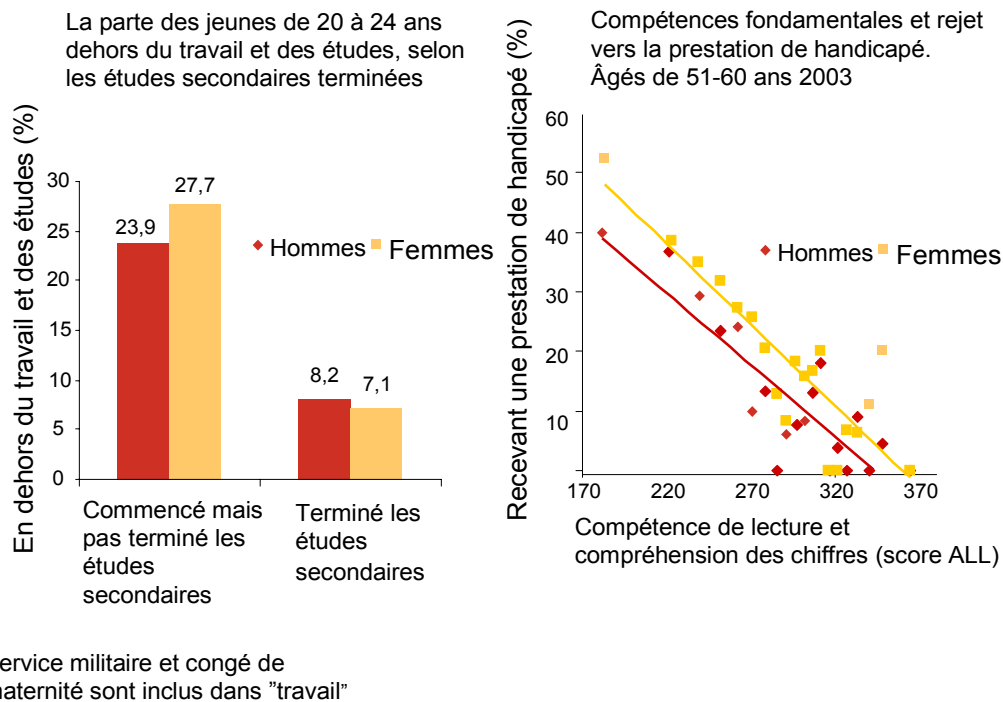


Figure 1 Rapport entre éducation/compétence et rejet de la poursuite des études et du travail

La partie âgée de la population a, aujourd'hui, un niveau d'éducation plus bas que la partie plus jeune, et la plupart des personnes au-dessus d'un certain âge, ayant l'école élémentaire comme niveau d'éducation le plus élevé, se sont quand même bien débrouillées dans la vie du travail et la vie privée. Pendant ces dernières décennies, les exigences des compétences nécessaires ont beaucoup changé. Environ 700 000 personnes de la population active touchent maintenant des prestations sociales pour couvrir les frais de vie. Plusieurs de ceux qui ont des problèmes sur le marché du travail, ne possèdent pas les compétences fondamentales de lecture, écriture, calcul et TIC.

Des statistiques élaborées par Le Bureau Central des Statistiques [l'INSEE norvégien] montrent que la probabilité de l'exclusion de la poursuite des études et du travail, déjà en tant que jeune adulte, est multipliée si l'on ne termine pas les études secondaires (figure 1). Parmi les jeunes entre 20 et 24 ans ayant commencé mais pas terminé les études secondaires, environ 24 pour cent des hommes et 28 pour cent des femmes sont en dehors du travail et des études, tandis qu'une petite minorité des jeunes ayant terminé les études secondaires n'ont pas de travail ou ne font pas des études.

Une étude faite par l'OCDE dans certains pays, sur les compétences des adultes en lecture et compréhension des chiffres, Adult Literacy and Life skills survey (ALL) 2003, montre que plus de 400 000 adultes norvégiens ont des compétences si faibles de lecture et de compréhension des chiffres, qu'ils peuvent avoir des problèmes de fonctionner dans le monde du travail et la vie sociale d'aujourd'hui. Les adultes ayant des compétences fondamentales faibles sont vulnérables, en ce sens qu'ils pourront plus facilement être rejetés du monde du travail, à l'occasion de restructurations qui demandent des adaptations. La figure 1 montre que les personnes ayant des compétences fondamentales faibles sont surreprésentées dans le

groupe touchant une aide sociale réservée aux personnes handicapées. Presque la moitié des personnes entre 50 et 60 ans ayant des compétences très faibles sont considérées comme handicapées. Ceci montre que nous n'avons pas une société basée sur les connaissances, englobant tout le monde.

C'est dans un effort précoce que se trouvent les possibilités

Tout le monde a un potentiel d'apprentissage. Lorsque un défaut de développement de l'apprentissage pendant l'enfance ou la jeunesse exclut beaucoup de personnes de la société des connaissances, c'est le système qui est en défaut. Ce sont surtout les enfants et les jeunes n'ayant pas de parents capables de compenser les défauts du système qui en souffrent.

Le Gouvernement souhaite améliorer la capacité du système éducatif à pourvoir aux besoins de chacun à travers une bonne organisation de l'apprentissage. Un effort précoce est essentiel dans ce travail. Un effort précoce doit se comprendre comme un effort tôt dans la vie de l'enfant, et une intervention rapide à la naissance ou à la découverte des problèmes, que ce soit pendant la formation de base ou à l'âge adulte.

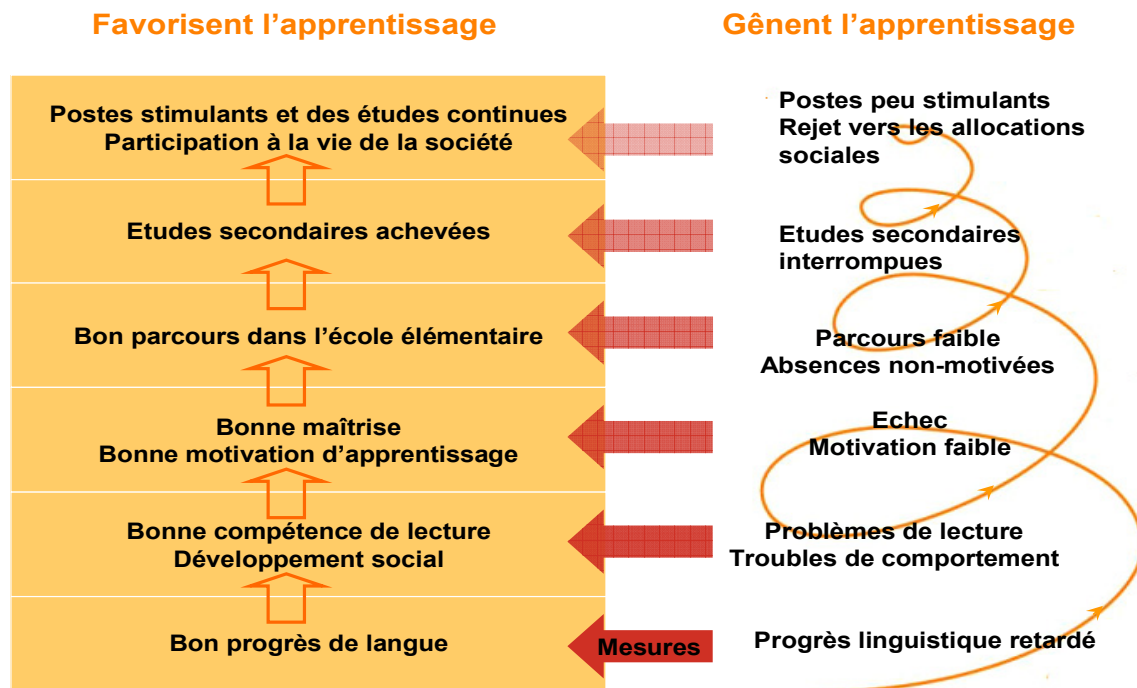


Figure 2 Facteurs favorisant et gênant l'apprentissage

Les possibilités d'apprentissage des enfants et des jeunes doivent se construire, pierre sur pierre. La figure 2 nous fait voir combien il est important que le système éducatif, très tôt, soit attentif à l'insertion de tous dans de bons processus d'apprentissage. Les potentialités d'apprentissage se basent, entre autres, sur les compétences et les expériences déjà acquises. L'apprentissage engendre encore de l'apprentissage. Les personnes qui n'accèdent pas à un processus positif d'apprentissage, court un risque accru d'entrer dans une spirale de développement négative (côté droit de la figure).

Le potentiel de réduction des inégalités sociales à travers des initiatives quand l'enfant est dans un bas âge, est grand, et si l'on prend des mesures adéquates à l'intention des enfants

ayant besoin d'être stimulés, la société peut y gagner gros. La petite enfance est une période importante pour ce qui est du développement de la faculté de communication, de la compréhension de notions et du vocabulaire. Pour les enfants, la curiosité est innée et, également, une motivation pour l'apprentissage qu'il faut soutenir et développer pendant toute la période de formation. La recherche nous fait voir que les enfants ayant un bon développement linguistique avant l'école, auront un meilleur progrès du point de vue social et une meilleure maîtrise de la lecture que ceux ayant un retard langagier. La compétence de lecture influe sur la motivation, qui, ensuite, a son importance pour l'acquisition des connaissances.

A l'école aussi, quelques élèves risquent d'être en retard d'apprentissage et de compétence. Mais il existe quantité de mesures efficaces qui permettent de reconduire les enfants et les jeunes exposés vers un apprentissage positif. Ces mesures ont ceci en commun qu'elles sont d'autant plus efficaces et demandent moins de ressources qu'elles sont pratiquées très tôt. La meilleure manière de prévenir la marginalisation, c'est d'intervenir tôt, lorsque les possibilités sont toujours nombreuses et que la motivation n'a pas été affaiblie par des échecs.

Pour pouvoir lancer des mesures préventives tôt, il est important, à tous les niveaux du système éducatif, de pouvoir identifier les enfants et les jeunes n'ayant pas un développement d'apprentissage satisfaisant. Une telle identification comporte une évaluation du développement et de la compétence des enfants, mais aussi l'utilisation d'un avis professionnel pour décider du suivi à mettre en œuvre. Il existe des outils et des remèdes utiles dans un tel processus d'évaluation. Plusieurs services postnatals et jardins d'enfant apprécient l'utilisation de différents outils d'évaluation de la maîtrise linguistique. Dans l'école primaire, il y a des tests obligatoires et d'autres types de matériel dont les enseignants peuvent se servir pour évaluer les compétences des élèves.

Un message tout aussi important consiste à préciser qu'il n'est jamais trop tard de redémarrer dans un sens positif. Une série de mesures ont été testées, avec de bons résultats, pour aider les jeunes ayant de sérieux problèmes d'apprentissage et de comportement au collège, ou des élèves ayant interrompu les études secondaires. Ceci concerne également les adultes ayant terminé l'enseignement obligatoire sans acquérir les compétences de lecture et d'écriture nécessaires pour bien fonctionner dans la société et dans le monde du travail.

Améliorer les possibilités pour tous

Les initiatives de réduction des inégalités sociales, présentées dans ce document adressé au Parlement, ont pour but principal que tous acquièrent, à l'école primaire, les compétences et les capacités fondamentales, et qu'un maximum de citoyens termine l'enseignement secondaire avec de bons résultats. Dans ce contexte, l'enseignement doit se baser sur une conception large des connaissances. Avoir de bonnes connaissances et les compétences fondamentales de lecture, d'écriture, de calcul et de TIC, entre autres, est essentiel pour pouvoir participer à la vie moderne du travail et de la société. En plus, il est important que tous développent une compétence sociale, culturelle et éthique, le sens de la coopération et la faculté de réflexion critique. Tous doivent développer les connaissances et l'intelligence qui favorisent la culture personnelle, la participation aux processus démocratiques et la prise en charge de sa propre vie.

Chapitre 2 Un système d'éducation et de compétence bien développé

Plusieurs réformes d'éducation ont eu pour but central de contribuer à réduire les différences sociales. Le système éducatif norvégien comporte beaucoup de qualités qui doivent servir de base pour son développement futur, mais aussi pour la réduction des inégalités sociales. Ce système éducatif a pour fondement les principes de communauté, l'accès égal pour tous à l'éducation et les possibilités d'une éducation permanente. Le rapport de l'OCDE *Equity in Education, Thematic Review Norway*, de janvier 2006, recommande que la structure fondamentale du système éducatif soit reconduite. Il est également souligné que le système a un bon profil d'atténuation des inégalités sociales en ce qui concerne le financement et la participation. Les différences sociales dans le domaine de l'accès au système éducatif ont été amenuisées grâce à la construction de plus de jardins d'enfants, l'établissement d'une scolarité commune pour tous de 10 ans, et le droit à un enseignement secondaire. La possibilité de participation, indépendante des ressources économiques, s'est également améliorée.

Les enfants, les jeunes et les adultes ont, aujourd'hui, à peu près le même accès à l'apprentissage et à l'éducation. Le Gouvernement a pour but de couvrir tous les besoins de jardins d'enfants. L'école élémentaire est obligatoire, et tous ont droit à un enseignement secondaire. Ceux qui le souhaitent, et qui ont les qualifications suffisantes, peuvent faire des études supérieures. A travers *La Réforme des compétences*, les adultes ont acquis le droit à un apprentissage aux niveaux de l'école primaire et de l'école secondaire, et le droit à un congé pendant la période de ces études. Malgré un haut degré d'égalité formelle en participation dans le système éducatif, il y a toujours d'importantes disparités sociales dans le profit de l'apprentissage et la participation à l'enseignement, ce qui montre que la construction d'écoles et les ressources seules ne suffisent pas pour assurer un système réduisant les différences sociales. Les défis présents sont d'un autre ordre. Ils seront traités dans les chapitres 3 et 4.

Chapitre 3 Obstacles aux bons processus d'apprentissage

Ce chapitre nous fait voir les circonstances dans le système d'éducation et de compétences norvégien qui contribuent aux différences de profit d'apprentissage et de participation dans l'éducation et le travail. Dans le chapitre 4, il est démontré comment ceci aura des conséquences sous forme de différences systématiques entre différents groupes.

La petite enfance

Ces 20 dernières années ont accru nos connaissances de l'importance de la petite enfance en ce qui concerne les possibilités de l'individu de jouir d'une éducation permanente. Le développement linguistique est primordial. La langue permet la communication et contribue à la formation de l'identité et à l'appartenance à une communauté. Par la langue, l'enfant apprend à se connaître soi-même et le monde qui l'entoure. Le développement linguistique est donc décisif pour le développement futur de l'enfant, du point de vue intellectuel, social et émotionnel. Des études montrent qu'une stimulation précoce de la langue de l'enfant permet de prévenir des différences sociales dans les résultats scolaires ultérieurs. Une stimulation linguistique précoce peut, entre autres, se faire en jouant de façon active et consciente avec la langue, sous forme de lecture de contes de fées, chansons, poèmes et comptines.

Evaluation de la maîtrise langagière dans les centres postnataux

Les centres postnataux sont les seules institutions qui, en principe, voient tous les enfants à l'âge préscolaire, qu'ils soient au jardin d'enfants ou non. Ils évaluent le développement langagier des enfants aux contrôles de 2 et de 4 ans. Dans les directives de ces centres, il est recommandé que, pendant l'examen général de la santé des enfants, il soit procédé à « une observation systématique de la communication, de la compréhension et de l'expression linguistiques ». Une étude faite en 2000 a fait découvrir un grand manque de systématisme dans l'évaluation langagière opérée par les centres postnataux. Les assistantes sociales se sont plaintes du manque de routines de références et de coopération satisfaisante avec d'autres instances analogues. Plus de 90% d'entre elles ont exprimé le souhait de disposer de matériel d'évaluation systématique pour pouvoir découvrir des problèmes de langue et d'expression.

Accès à des jardins d'enfants de qualité

La recherche tant nationale qu'internationale démontre que l'entrée de l'enfant dans un cadre pédagogique favorable avant l'âge scolaire, a des effets positifs sur l'apprentissage et le développement de tout enfant, indépendamment du milieu social. Mais les effets sont plus positifs encore sur l'apprentissage ultérieur pour les enfants d'un milieu défavorable ou appartenant à une minorité linguistique.

Le fait que les enfants ne sont pas dans un jardin d'enfants, s'explique surtout par le manque de places et par l'économie de la famille. Le rapport présenté par la Commission pour l'étude de l'enfance nous laisse deviner que quelques parents ne souhaitent pas une place dans un jardin d'enfants. Environ 5 pour cent ne souhaiteraient pas une telle place, même si elle ne coûtait que 500 NOK (environ €60) par mois. L'allocation d'enfant versée directement aux parents représente une alternative et un supplément au jardin d'enfants pour les parents ayant des enfants entre un et trois ans qui ne vont pas dans un jardin d'enfants, ou qui pratiquent une combinaison de jardin d'enfants à temps partiel et allocation d'enfant partielle. L'allocation versée directement aux parents joue un rôle plus important pour le revenu des familles immigrées que pour les familles de l'ensemble de la population, puisque cette allocation représente une part plus grande du revenu total de ces familles.

Il est important, en plus de la couverture complète de jardins d'enfants, que le contenu des activités y soit de bonne qualité. Ceci est spécialement avantageux pour les enfants courant un risque accru de vivre des problèmes scolaires, dont des enfants ayant peu d'aide à la maison, et des enfants parlant une autre langue, à la maison, que la langue de la majorité. Le jardin d'enfants peut obtenir un bon développement langagier en utilisant des méthodes qui se combinent bien avec ses longues traditions d'apprendre par le jeu. Les jeux de langue, par exemple, peuvent être utilisés dans les jardins d'enfants pour prévenir de futurs problèmes de lecture et d'écriture.

Un personnel compétent et bien qualifié est une condition de la qualité du jardin d'enfants. L'OCDE souligne que, dans les jardins d'enfants norvégiens, le pourcentage du personnel ayant une formation d'enseignant de jardin d'enfants est moins élevé que chez nos voisins, la Suède et le Danemark. En ce qui concerne le nombre d'enfants par enseignant dans ces pays, en 2004, la Suède avait 11,2 enfants ayant de trois à cinq ans par enseignant de jardin d'enfants, et le Danemark 6,9, pour les enfants du même âge. Ces deux pays ont la densité d'enseignants la plus élevée d'Europe. Nous ne disposons pas de chiffres analogues pour la Norvège, mais selon la norme du nombre d'enseignants, en vertu de la Loi sur les jardins d'enfants, on exige un responsable pédagogique pour 14 à 18 enfants ayant plus de trois ans.

Il est donc probable que la densité de pédagogues soit moins élevée en Norvège qu'en Suède et au Danemark.

L'enseignement de base, à partir de 6 ans

Initiative précoce ou attendre voir

Un bon point de départ au début de la scolarité augmente la probabilité de réussir dans la suite de la formation, dans les études et dans le travail. Plus les enfants et les jeunes sont aidés tôt, et plus grande est la probabilité de prévenir des problèmes plus graves et plus complexes.

Des études nous montrent qu'à l'école norvégienne, il y a eu une tendance à « attendre voir », au lieu d'intervenir tôt pendant le développement et l'apprentissage des élèves. L'étude internationale PIRLS, de 2001, montre que l'une des stratégies d'enseignement de 50% des enseignants au niveau 4 est « d'attendre le mûrissement de l'élève », si l'élève a un retard dans l'apprentissage de la lecture. Les statistiques montrant l'ampleur de l'enseignement spécialisé confirment la supposition de mesures trop tardives. Le recours à l'enseignement spécialisé augmente avec l'âge des élèves, ce qui est contraire au principe d'intervention précoce. En Finlande, par contre, on introduit beaucoup plus de soutien plus tôt dans le cycle de formation. Dans les études internationales sur la lecture, la Finlande obtient d'excellents résultats, et a peu d'élèves ayant des compétences fondamentales faibles.

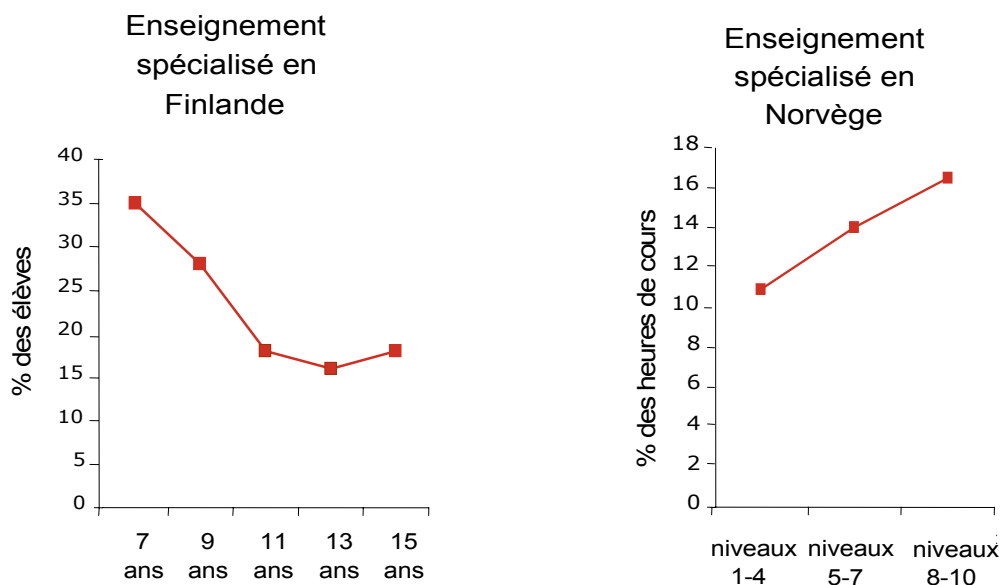


Figure 3 Développement de l'utilisation d'enseignement spécial selon l'âge des élèves. Pourcentage des élèves et des heures de cours par élève

La figure ci-dessus nous fait voir l'utilisation de l'enseignement spécialisé en Norvège et Finlande. La figure pour la Finlande indique la part des élèves recevant un enseignement spécialisé à différents niveaux d'âge. La figure pour la Norvège montre le pourcentage de la totalité des heures de cours, réservé à l'enseignement spécialisé aux différents niveaux. Dans ce contexte, c'est la forme des courbes qui nous intéresse.

L'importance des espoirs d'apprentissage et du suivi pour l'apprentissage

La recherche internationale nous démontre combien les espoirs placés dans l'élève représentent une condition décisive de l'apprentissage réel des enfants et des jeunes. Dans une comparaison avec les élèves des autres pays nordiques, les élèves norvégiens rapportent que leurs professeurs leur demandent le moins. La recherche montre également que les enseignants placent systématiquement moins d'espoir en certains groupes d'élèves, entre autres ceux de langues minoritaires ou ceux ayant des parents avec une formation courte. Ces attentes peu favorables sont basées sur une opinion préconçue des parents. Cette attitude peut contribuer à un niveau d'ambition trop bas, et, par là, à une reproduction sociale.

L'évaluation de la Réforme 97 nous laisse deviner que l'école primaire norvégienne est trop marquée par un manque de systématisation et de cohérence dans le travail éducatif. Il y a beaucoup d'activités dans les cours, mais, dans plusieurs cas, les enseignants changent d'activité sans but pédagogique bien défini. Il y a peu de réflexion systématique concernant les différentes activités, et peu de temps est réservé au résumé et à la conclusion.

Des buts d'apprentissage et d'évaluation peu clairs peuvent avoir pour résultat le maintien des différences sociales. Plus les critères d'évaluation sont diffus, plus les élèves ayant des parents avec une formation longue sont privilégiés à l'école. La probabilité de compréhension de demandes et d'attentes implicites est plus grande dans ce groupe d'élèves, qui saura mieux les comprendre et s'y adapter sans une explication des critères sur lesquels se basent les évaluations.

Des études internationales montrent qu'un manque d'exercices dans les compétences fondamentales est un problème dans plusieurs écoles norvégiennes. L'automatisation des compétences est le domaine, selon l'étude PISA, où les élèves norvégiens sont les plus faibles. Les élèves ont, par exemple, des compétences particulièrement faibles en calcul élémentaire. L'étude PISA nous apprend que les exercices fondamentaux des compétences représentent une stratégie peu utilisée. Les écoles ayant un haut niveau en mathématiques parmi les élèves de niveau 10, sont reconnues pour accorder beaucoup d'importance à ce type d'exercices. Ceci est important pour tous les élèves, mais le manque d'entraînement est surtout défavorable aux élèves ayant besoin de plus de temps pour automatiser les compétences, et à ceux qui ne reçoivent pas d'aide à la maison.

Des rapports prompts et constructifs aux élèves, en cours de route, sont nécessaires pour que le processus d'apprentissage porte ses fruits. Seuls 20% des enseignants norvégiens vérifient les leçons des élèves des classes niveau 8 en sciences naturelles, contre 80% au niveau international (voir figure 4). Si ceci est représentatif pour la vérification des leçons, plusieurs parents auraient plus de responsabilité pour l'apprentissage des élèves qu'ils ne le souhaitent ou dont ils soient capables. Des études montrent également que l'aide des parents est plus décisive en Norvège que dans la plupart des autres pays.

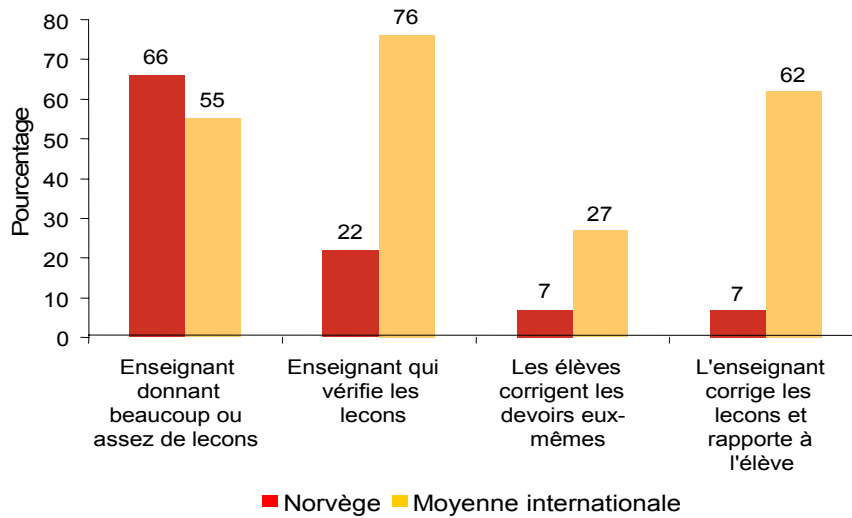


Figure 4 Vérification des leçons en sciences naturelles. La Norvège comparée avec la moyenne des pays ayant participé à l'étude TIMSS. Pourcentage des élèves de niveau 8 en 2003

L'enseignement secondaire

Le défi principal de l'enseignement secondaire est de faire de sorte qu'un maximum d'élèves terminent les études, un diplôme du baccalauréat, un brevet professionnel ou un brevet d'apprentissage à la main. Si l'on ne termine pas la formation secondaire avec succès, la probabilité de la pauvreté et de la marginalisation futures augmente de façon drastique. Un faible apprentissage dans l'école primaire semble prédire un abandon probable dans l'enseignement secondaire. Le choix, l'apprentissage et l'abandon dans l'enseignement secondaire ont un rapport avec les notes obtenues à l'école primaire, et celles-ci varient avec le milieu familial. Les connaissances fondamentales déficientes obtenues à l'école primaire rendent difficile l'acquisition de sujets présentés par écrit ou dans un cadre dit théorique. L'introduction de la Réforme 94 nous a fait voir les problèmes que rencontreront les jeunes dans les études et dans la vie active s'ils n'ont pas acquis les compétences suffisantes à l'école primaire. La vie du travail d'aujourd'hui exige une compétence sous forme de maîtrises fondamentales. Ceci se reflète dans l'organisation de l'enseignement professionnel et de ses exigences, précisées dans la Réforme 94 et la Promotion des Connaissances.

Abandon important dans la formation professionnelle

Le degré de succès est spécialement bas dans les programmes de formation professionnelle, ce qui a un rapport, entre autres, avec les notes faibles de plusieurs élèves et beaucoup d'absences de ceux-ci. Encore une fois, le milieu familial joue aussi. En plus, il paraît que la qualité de l'enseignement professionnel soit variable.

Pour ceux qui ont choisi les programmes de formation professionnelle, l'accès à un stage a beaucoup d'importance pour qu'ils ne quittent pas l'enseignement après la classe de première. L'obtention d'un stage varie d'une matière à l'autre. Il semble qu'il y ait, également, un rapport entre le milieu familial et l'obtention d'un stage. Les élèves ayant des parents qui ont

terminé les études secondaires comme formation la plus élevée, obtiennent plus facilement un stage que d'autres élèves. Ceci peut s'expliquer par le réseau de contacts établi à travers la profession des parents. Les élèves ayant de bonnes notes obtiennent plus facilement un stage que les élèves ayant de mauvaises notes, mais les garçons obtiennent plus facilement un stage que les filles, malgré des notes plus mauvaises. Les garçons de langue minoritaire forment le groupe qui s'en sort le plus mal, comparé aux autres. Ceci vaut même dans les cas où ils ont des notes tout aussi bonnes que les autres, une maîtrise parfaite de la langue norvégienne, une bonne connaissance de la culture norvégienne et des amis norvégiens. L'explication peut en être qu'ils soient discriminés ou qu'ils aient un réseau de contacts moins important dans le monde du travail. Par contre, les candidats de langue minoritaire à un stage réussissent mieux dans les matières dominées par les filles.

Limites de l'orientation

Un bon choix de programme de formation de chacun est important pour vivre un bon début dans l'enseignement secondaire. Il est probable que l'orientation publique de la formation et du choix du métier soit spécialement importante pour élèves dont la famille et son réseau de contacts n'assurent pas une bonne connaissance du système de formation ni des possibilités qu'offrent les différents métiers et formations. Des études semblent indiquer que l'accès à l'orientation au collège ne soit pas suffisamment bon. Aujourd'hui, les élèves ont un droit, fixé par la loi, à des conseils nécessaires sur l'éducation, les offres d'emploi, le choix d'un emploi et sur des questions d'ordre social. Cependant, l'OCDE remarque que les ressources en heures réservées à l'orientation sont trop limitées.

Dans certaines écoles, le système d'orientation d'aujourd'hui présuppose que c'est à l'élève de venir voir le service d'orientation. Par conséquent, tous les élèves ne sont pas concernés. On transmet aussi peu d'informations sur les conséquences des différents choix de formation et de métier. En même temps, il est dit que le système norvégien met l'accent surtout sur l'information et moins sur l'orientation. L'OCDE trouve également que la coordination entre les différents acteurs est assez mauvaise.

Les adultes

A travers *La Réforme des compétences*, plusieurs initiatives ont été prises pour renforcer la compétence de la population adulte. Malgré cela, il n'y a pas eu une augmentation de la participation parmi ceux qui ont le plus besoin d'une telle formation. Le taux de participation peu élevé parmi ceux qui ont un taux de formation assez bas, s'explique tant par le peu d'intérêt pour ces formations, que par le manque d'adaptation de ces formations aux besoins et aux situations des adultes.

Ce sont les communes qui, selon la loi, doivent assurer aux adultes une formation du niveau de l'école primaire. Le Centre national d'apprentissage dans la vie du travail (VOX) démontre que 60% des communes manquent un plan favorisant la formation pour les adultes au niveau de l'école primaire, ce qui peut s'expliquer par des ressources limitées, un manque de compétence, et un manque de demande.

Des études montrent qu'une minorité de la population adulte connaît le droit à une formation au niveau de l'école primaire. Plusieurs n'en voient pas non plus l'utilité de participer à une telle formation, et ils trouvent les questions concernant son financement difficiles. Beaucoup d'adultes ayant une formation primaire insuffisante ont une mauvaise expérience de l'école et

ne sont pas motivés par un enseignement basé à l'école. Plusieurs souhaitent plutôt une formation adaptée. Au niveau de l'école primaire, l'offre d'apprentissage consiste, surtout, de cours pendant la journée. Les communes proposent rarement un enseignement adapté à l'acquisition des compétences fondamentales, comme la lecture, l'écriture, le calcul et la TIC, et elles proposent rarement ces sortes de cours au lieu du travail ou en rapport avec une formation professionnelle ou une autre formation ayant un rapport direct avec le travail.

Un groupe d'adultes dont le nombre augmente n'a pas droit à un enseignement secondaire, à savoir les personnes nées après 1978 et qui n'ont pas de formation secondaire, ou qui ont abandonné cette formation en cours de route. Tout spécialement, les immigrés en souffrent qui sont nés après 1978, mais qui arrivent trop tard en Norvège pour pouvoir jouir du droit des jeunes à une formation au niveau du secondaire.

Chapitre 4 Conséquences pour la participation et le profit de l'apprentissage

Des faiblesses dans le système d'apprentissage résultent en des différences systématiques dans la participation et le profit d'apprentissage des enfants, des jeunes et des adultes, venant de milieux familiaux différents, et entre filles et garçons. Dans ce chapitre, nous présentons les résultats de recherches norvégienne et internationale montrant la probabilité de participation et de réussite dans la formation et le travail, ayant des rapports avec le milieu familial et le sexe.

Jardin d'enfants - différences de participation

Dans les jardins d'enfants, la différence est manifeste entre le niveau de participation des enfants de langue minoritaire et des enfants de langue majoritaire. Les enfants de langue minoritaire ont une participation dans les jardins d'enfants inférieure à l'ensemble des enfants fréquentant les jardins d'enfants, ce qui représente 54% de tous les enfants de langue minoritaire de cette classe d'âge. Ce pourcentage est de loin inférieur à la moyenne de participation de 76%. La différence de participation est particulièrement importante parmi les enfants les plus jeunes. Tandis que 65% de tous les enfants de deux ans de la population participent dans les jardins d'enfants, cela ne concerne que 30% des enfants de deux ans de langue minoritaire.

Le rapport présenté, en 2002, par la Commission pour l'étude de l'enfance montre qu'il y a, également, un rapport entre la participation au jardin d'enfants et le niveau d'éducation et le revenu des parents. Les enfants de mères ayant une éducation du niveau de l'enseignement primaire ou secondaire vont plus rarement au jardin d'enfants que les enfants de mères ayant fait des études supérieures. Les enfants élevés par des parents ayant un revenu important vont plus souvent au jardin d'enfants que les enfants de parents ayant un faible revenu.

L'école primaire – de grosses disparités du profit d'apprentissage

Des études internationales des compétences de lecture et de calcul semblent indiquer que la Norvège soit un des pays ayant le plus de disparité en profit d'apprentissage parmi les élèves, et que la Norvège ait un grand pourcentage d'élèves ayant des compétences fondamentales faibles. Selon l'étude PISA, 18% des élèves norvégiens ont des compétences de lecture faibles, tandis que 22% ont des compétences faibles en mathématiques. Comparée avec des pays comme la Finlande, les Pays-Bas et le Canada, la Norvège a un pourcentage relativement

grand d'élèves ayant des compétences faibles, et un pourcentage plus élevé qu'en Suède et au Danemark.

Il y a un rapport marqué entre le milieu familial des élèves et leurs compétences. La figure 5 montre les rapports entre le niveau d'éducation des parents et les compétences des élèves, et plus précisément en lecture au niveau 4, et en lecture et calcul pour les élèves de 15 ans. Ce rapport se retrouve dans tous les pays participant à cette étude, et concerne toutes les compétences étudiées (lecture, calcul/mathématiques, anglais, sciences naturelles, compétence en démocratie), mais ce rapport est plus fort en Norvège qu'en beaucoup d'autres pays.

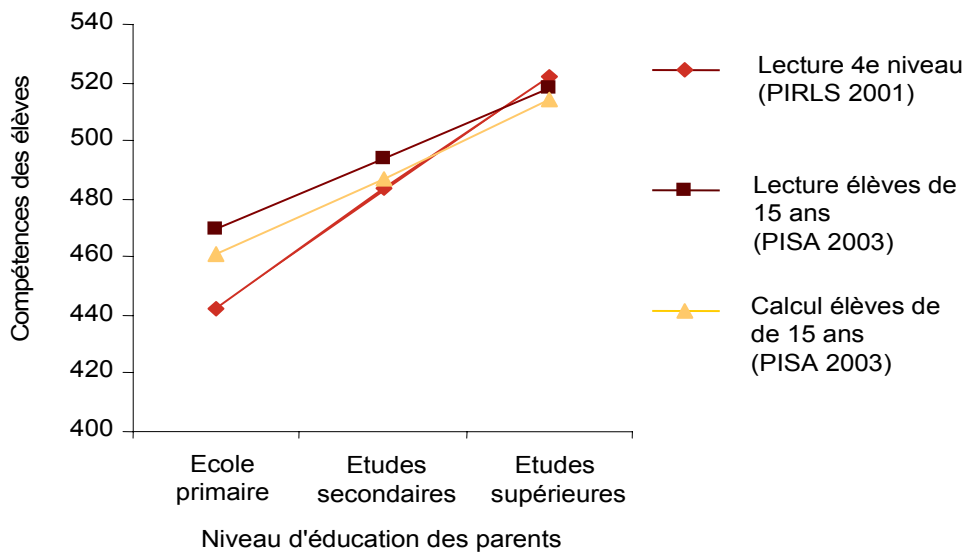


Figure 5 Le rapport entre le niveau d'éducation des parents et les compétences en lecture et calcul des élèves

Le rapport entre le profit de l'apprentissage et l'éducation des parents est fort. La différence en nombre de points à la sortie de l'école primaire entre élèves de parents ayant une formation plus élevée que les études secondaires et ceux qui n'en ont pas, est de l'ordre de 11 points. La différence entre élèves de familles ayant un revenu haut ou bas est de 4 points, toutes les autres caractéristiques étant par ailleurs les mêmes. On trouve des différences analogues entre garçons et filles, en faveur des filles. Il y a également des différences de notes attribuées aux élèves de langue minoritaire et aux élèves de langue majoritaire. Mais une grande partie de ces différences disparaît lorsqu'on compare des représentants de ces deux groupes ayant par ailleurs les mêmes caractéristiques. Il paraît que les élèves de langue minoritaire ont des notes plus faibles que les élèves de langue majoritaire parce que, en moyenne, ils ont des parents ayant moins de formation et moins de ressources économiques que les élèves de langue majoritaire.

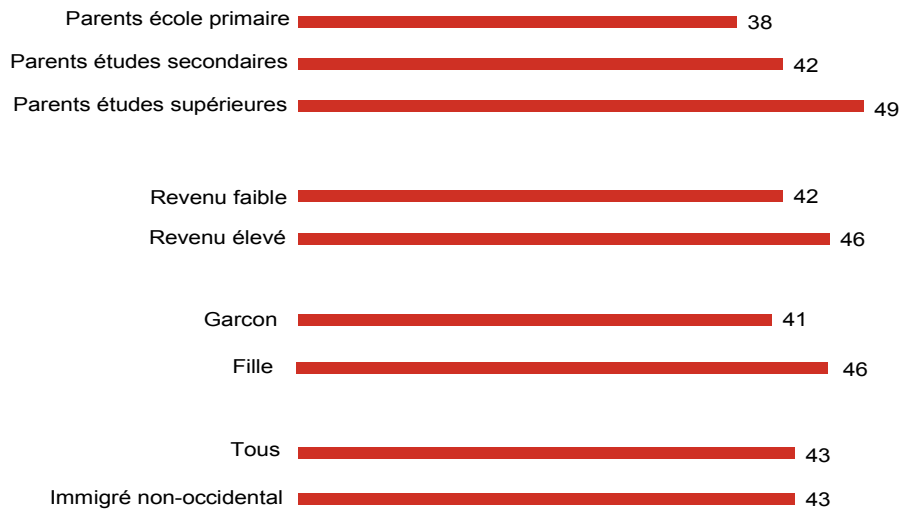


Figure 6 Nombre de points à la sortie de l'école primaire, calculé pour des groupes construits d'après des caractéristiques familiales et sexe (toutes les autres caractéristiques étant égales) 2002 et 2003

Enseignement secondaire – disparités de choix et d'achèvement des études

La plupart des élèves sortant de l'école primaire optent pour les études secondaires. Près de 100% des élèves ayant terminé le niveau 10, y demandent une place, et 96% vont directement à l'enseignement secondaire à la fin de l'école primaire. Tandis que 96% des jeunes de 16 ans ayant des parents avec une formation longue ont participé à l'enseignement secondaire au 1^{er} octobre 2004, environ 85% des jeunes de 16 ans dont les parents avaient fait l'école primaire, y ont participé. Il y a également des différences de participation entre les élèves appartenant à un milieu de langue minoritaire et les élèves de milieu majoritaire. A la rentrée 2005, environ 90% des élèves appartenant à un milieu de langue minoritaire sont allés directement de l'école primaire à l'enseignement secondaire. C'est un pourcentage un peu plus bas que pour l'ensemble de la population.

60% des élèves commençant un cours élémentaire dans l'enseignement secondaire à la rentrée 2005, ont opté pour une formation professionnelle. Plus les notes de l'école primaire sont bonnes, et plus il est probable que les élèves choisissent des programmes préparatoires aux études supérieures. Les notes ont un rapport avec le milieu familial, de sorte que la moyenne des notes augmente selon avec le niveau d'éducation des parents. Le rapport entre le milieu familial, les notes obtenues à l'école primaire et le choix de programmes de formation, conduisent donc à un recrutement socialement inégal aux différents programmes de formation de l'enseignement secondaire. Il y a, tout de même, des différences dans le choix des études parmi les élèves ayant obtenu les mêmes notes à l'école primaire, mais appartenant à des milieux familiaux différents. Les élèves de parents ayant une formation longue ont une tendance plus marquée à choisir des programmes préparatoires aux études supérieures, que les élèves de parents ayant une formation courte, même si le niveau des notes à l'école primaire est le même.

Les filles ont une tendance plus forte que les garçons à choisir les programmes préparatoires aux études supérieures. Puisque les notes influent sur le choix des programmes, cette répartition inégale pourrait s'expliquer par le fait que les filles obtiennent, en moyenne, de meilleures notes à l'école primaire que les garçons. Une comparaison des filles et des garçons ayant les mêmes notes, nous fait voir que les garçons ont une tendance plus forte que les filles à choisir les programmes préparatoires aux études supérieures.

Les filles et les garçons font des choix typiques de leur sexe. La répartition des sexes dans les différentes formations professionnelles montre, par exemple, que l'on trouve, respectivement, 89 et 86 pour cent de filles dans le programme de santé et questions sociales et dans celui de formation artisanale. Le génie civil, l'électricité et l'électrotechnique, la mécanique et la technologie de la construction sont des matières d'études typiques pour les garçons, - en effet, ils y représentent 90% des élèves.

Obtention du diplôme de l'enseignement secondaire

Un élève sur quatre commençant le cours élémentaire de l'enseignement secondaire pour la première fois en 2000, aura abandonné les études au cours de cinq ans, ce qui veut dire qu'il n'a pas obtenu ni un diplôme ni un BEP ou un CAP. Il y a une corrélation également entre l'abandon et le niveau de formation des parents.

Tableau 1 Élèves ayant commencé, pour la première fois, à la rentrée 2000, le cours élémentaire de l'enseignement secondaire, - selon les études secondaires terminées en 5 ans, par rapport au niveau d'éducation des parents. Pourcentage.

Niveau d'éducation des parents	Total (N)	Terminées en temps prévu	Terminées plus tard que prévu	Toujours dans l'ens. sec. 2005	Abandon enseignement secondaire
Formation supérieure longue	5197	78	9	2	10
Formation supérieure courte	14184	69	11	5	16
Études secondaires	29257	49	12	7	31
Ecole primaire	2457	30	12	8	50
Niveau non indiqué	855	28	12	6	53
Total	51590	56	11	6	26

Source : Bureau Central des Statistiques de Norvège, 2006

Le pourcentage des élèves terminant les études secondaires augmente corrélativement avec le niveau d'études des parents, tandis que le pourcentage qui abandonne la formation, augmente corrélativement avec la baisse du niveau d'éducation des parents. Tandis que près de 80% des élèves et des apprentis de la promotion 2000 ayant des parents avec des études supérieures longues terminent les études secondaires en temps prévu, ceci ne vaut que pour 30% des élèves de parents ayant fait l'école primaire seulement.

Pourtant, la corrélation entre l'éducation des parents et la probabilité d'un abandon se réduit fortement si l'on compare des élèves ayant obtenu les mêmes notes au niveau 10. Il paraît donc que le facteur qui influe le plus sur l'abandon soit les connaissances insuffisantes à l'école primaire. Il est important de souligner la forte corrélation, à l'école primaire aussi, entre l'éducation des parents et les notes des élèves. On peut donc affirmer qu'il y a un rapport indirect entre l'éducation des parents et l'abandon, par l'intermédiaire des notes obtenues à l'école primaire.

Les élèves de langue minoritaire terminent leurs études secondaires dans un moindre degré que les élèves de langue majoritaire. De ceux qui avaient commencé dans l'enseignement secondaire en 2000, on peut constater, en 2005, que 39% ont abandonné sans diplôme complet, et sans avoir projeté une formation à un niveau inférieur. Pour l'ensemble de la promotion, la moyenne est de 26%. La différence d'abandon entre élèves de langue majoritaire et ceux de langue minoritaire s'explique par le fait que les parents de ces derniers ont, en moyenne, un niveau d'éducation moins élevé que les parents des élèves de langue majoritaire, et que les élèves de langue minoritaire ont obtenu des notes plus faibles à l'école primaire. Une comparaison entre élèves de langue minoritaire et élèves de langue majoritaire, ayant obtenu les mêmes notes à l'école primaire, et ayant des parents avec un niveau d'éducation égal, donne comme résultat que les élèves de langue minoritaire, originaires de d'autres

pays que ceux de l'Occident, tant les immigrants que leurs descendants, ont une tendance à l'abandon moins marquée que les élèves de langue majoritaire.

Etudes supérieures – la disparité se reproduit

La probabilité de participation à l'enseignement supérieur a un rapport avec le niveau d'éducation des parents.

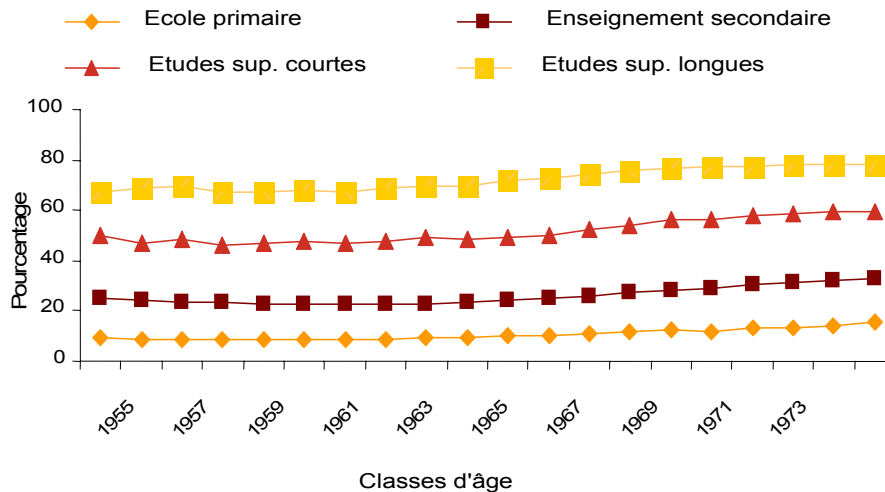


Figure 7 Pourcentage de gens de 30 ans de formation supérieure d'après le niveau d'éducation des parents. Classes d'âge 1955 – 1974.

La tendance à faire des études supérieures augmente de façon considérable avec le rallongement des études parmi les parents. Pour la classe d'âge de 1974, près de 80% du groupe de parents ayant fait des études universitaires longues ont, eux-mêmes, à l'âge de 30 ans, une formation supérieure. Pour ceux qui ont des parents dont le niveau d'éducation le plus élevé est l'école primaire, seulement 15% ont fait des études supérieures. L'importance de l'éducation des parents pour le recrutement à l'enseignement supérieur est, à peu près, la même pour ceux qui sont nés en 1974 que pour ceux nés en 1955.

Le choix du *type* d'études supérieures a, également, une relation avec le milieu familial. Les universités pratiquent une sélection beaucoup plus forte que les établissements d'enseignement supérieur régionaux. Les jeunes de parents ayant fait des études supérieures ont une tendance plus marquée à choisir une formation universitaire que de faire des études dans les établissements régionaux, tandis que les étudiants de parents ayant un niveau d'éducation moins élevé demandent, de préférence, une admission dans ces derniers établissements. Le recrutement à des professions de prestige, comme par exemple juriste ou médecin, souffre spécialement d'une distribution inégale. La probabilité de faire de telles études pour un enfant de parents ayant un niveau d'éducation élevé est environ 35 fois plus grande que pour les enfants de travailleurs non spécialisés. La probabilité de faire des études de médecine est environ 80 fois plus grande parmi les enfants de médecins que parmi les enfants de parents ayant un niveau d'éducation et un revenu bas.

Adultes – différences de participation et de possibilités d'apprentissage

Les adultes dans le système éducatif forment un groupe hétérogène. Certains ont besoin de connaissances et de compétences au niveau de l'école primaire, tandis que d'autres participent à l'enseignement supérieur. L'apprentissage des adultes se fait aussi en grande partie en dehors de système éducatif formel, et a lieu, le plus souvent, en rapport avec différentes formes de développement des compétences dans le monde du travail.

Un pourcentage important d'adultes a quitté l'école primaire sans maîtriser les compétences fondamentales. L'étude ALL nous fait voir que plus de 400 000 membres de la population adulte ont un si faible niveau de lecture et de calcul qu'ils peuvent avoir des problèmes de fonctionnement dans le monde du travail, par exemple à l'occasion d'un changement de travail. Malgré cela, il y a peu de personnes qui profitent de leur droit à un enseignement au niveau de l'école primaire. La statistique des adultes participant à un enseignement secondaire est peu fiable, mais, ces dernières années, approximativement 20 000 adultes ont participé à un tel enseignement.

Ces dernières années, le nombre d'étudiants adultes dans les universités et les établissements d'enseignement supérieur régionaux a accru. Une bonne partie des nouveaux étudiants dans l'enseignement supérieur ont plus de 25 ans. Les chiffres présentés par Le Service de la coordination des admissions montrent que près de 28% des candidats à qui a été proposée une place d'études, en 2003 et 2004, avaient plus de 25 ans. Ces étudiants adultes ont, dans l'ensemble, fait un autre parcours que les étudiants plus jeunes, ayant opté, surtout, pour une formation professionnelle dans l'enseignement secondaire. Ces étudiants ont des parents ayant un niveau d'éducation moins élevé que la moyenne parmi les parents des autres étudiants.

Des projets de recherches montrent que le milieu social a une importance pour l'apprentissage dans le monde du travail. Les adultes ayant une formation peu élevée ont un travail qui demande moins de connaissances et incite moins à en acquérir, et ils participent moins à des séminaires et des cours de mise à niveau formels que les adultes ayant un niveau d'éducation élevé. Tandis que 67 pour cent des adultes ayant un niveau d'éducation élevé participent à des cours et à l'apprentissage ayant un rapport avec leur travail, ceci ne s'applique qu'à 31 pour cent des adultes ayant fait l'école primaire.

Chapitre 5 Un changement est possible

La relation étroite entre le milieu social et le profit d'apprentissage invite souvent à dire que le système éducatif ne peut pas créer des inégalités, et que les explications de la reproduction sociale sont à chercher en dehors du système éducatif. Le système éducatif fait partie d'une société plus grande, et les différences à l'intérieur du système éducatif reflètent donc, partiellement, les différences dans la société dans son ensemble. Ce savoir ne nous permet pas, pour autant, de laisser tomber l'idée que l'éducation peut servir d'outil de réduction des inégalités sociales, à un degré plus important que ce qui n'est le cas aujourd'hui. Des études nous montrent que l'importance du milieu familial pour le profit de l'apprentissage varie d'un pays à l'autre, et qu'il est possible de mieux réussir la réduction des inégalités sociales dans le domaine du profit de l'apprentissage que ne le fait le système éducatif norvégien actuellement. Dans la suite du travail de réduction des inégalités sociales, le Ministère est d'avis qu'il est important d'attirer l'attention sur les facteurs du système capables de promouvoir un meilleur apprentissage pour tous, plutôt que de mettre l'accent sur des traits externes que le système éducatif pourrait difficilement modifier.

Des recherches internationales indiquent que d'autres pays arrivent mieux que la Norvège à réduire les inégalités sociales.

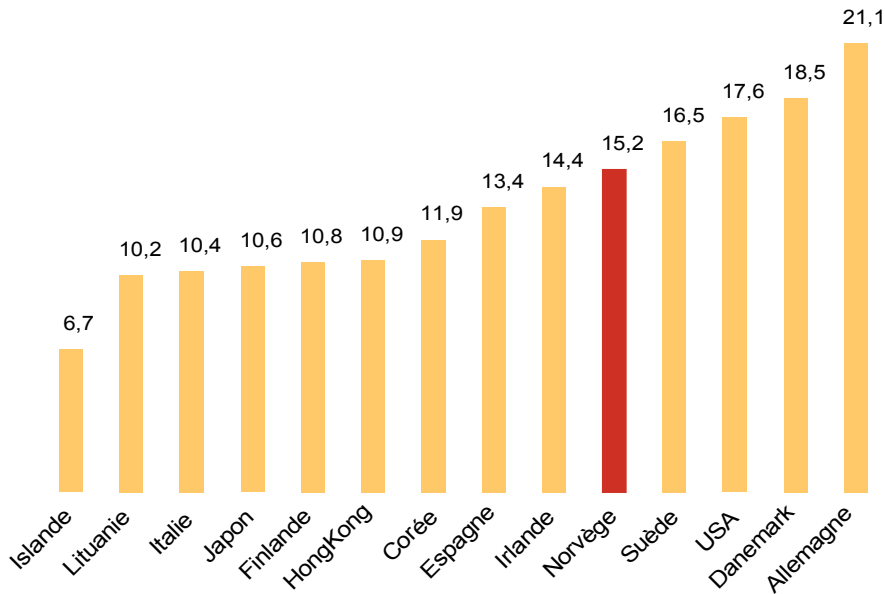


Figure 8 La relation entre le milieu familial et les compétences en mathématiques

La figure 8 nous fait voir qu'il y a de grandes disparités en ce qui concerne l'importance du milieu familial dans différents pays. La relation entre milieu familial et compétences en mathématiques est beaucoup plus faible dans des pays comme le Japon, la Finlande et l'Islande qu'en Norvège. Dans l'étude PISA de 2000, il y a, également, plusieurs pays où la relation entre milieu familial et profit d'apprentissage de lecture était plus faible qu'en Norvège. Ces études nous donnent raison de croire que l'école peut contribuer, jusqu'à un certain degré, à réduire les différences.

Il existe beaucoup d'exemples qui montrent qu'il est possible de réduire des disparités entre différents groupes d'élèves. Une étude suédoise a comparé des écoles ayant une composition de la masse d'élèves assez identique, mais dont le profit d'apprentissage variait. L'étude a montré que les espoirs que les écoles plaçaient dans les élèves étaient divergents. Les écoles qui avaient réussi à faire monter les élèves de parents ayant un niveau d'éducation peu élevé, avaient accepté la responsabilité d'un développement d'apprentissage chez les élèves et ont mis en action les mesures nécessaires, à un degré beaucoup plus important que les écoles qui n'avaient pas bien réussi. Dans les écoles obtenant des résultats moins satisfaisants, l'avis était, avant tout, qu'il y avait des limites à ce qu'on puisse arriver à obtenir, et l'on attribuait, souvent, la faute du manque d'apprentissage aux parents. D'autres études montrent que la pratique pédagogique à l'école influe sur les résultats des élèves. Les habitudes de lecture des élèves ont, par exemple, une relation claire avec leur milieu familial, mais l'influence des écoles peut aussi être importante.

Chapitre 6 Domaines prioritaires et initiatives

Les différentes parties du système éducatif doivent être étudiées dans leur ensemble. C'est la totalité des mesures, depuis la petite enfance et à travers tout le système d'apprentissage et d'acquisition des compétences, qui décidera du succès de la diminution des inégalités, à un degré plus important qu'aujourd'hui. Voilà le point de départ de la définition des domaines prioritaires et des initiatives présentés dans ce chapitre. Il définit l'ensemble des mesures prises par le Ministère pour réduire les inégalités sociales, - des mesures qui fonctionnent déjà, d'autres qui méritent d'être développées, et des mesures nouvelles.

Des enseignants de jardins d'enfants et des professeurs des écoles compétents

Il n'est pas possible d'arriver au but d'une réduction des inégalités sociales sans avoir des enseignants de jardins d'enfants et des professeurs des écoles bien qualifiés. La recherche nous dit clairement que la compétence des enseignants est décisive pour l'apprentissage des élèves. Un personnel compétent est la condition primordiale d'une bonne qualité et d'une réduction des inégalités sociales dans tout le système éducatif.

Mesures :

- Evaluer la formation des professeurs d'école pour mieux satisfaire les besoins dans les écoles.
- Etudier l'éventualité d'introduire des critères de compétence pour enseigner les matières centrales et à certains niveaux.
- Assurer un bon encadrement des nouveaux enseignants à leur début dans les jardins d'enfants et les écoles.
- Reconduire le grand investissement dans le développement de la compétence des enseignants, et s'assurer que les moyens soient utilisés comme prévu.
- Reconduire le grand investissement dans la compétence et en recherche et développement dans le secteur des jardins d'enfants.

Bien savoir ce qui est efficace

Pour que toutes ces mesures puissent donner un bon résultat, nous devons disposer de meilleures connaissances et faire plus de recherche sur l'apprentissage et l'enseignement que nous n'en disposons aujourd'hui. Ceci est important pour pouvoir atteindre nos objectifs de réduction des inégalités. Ce sont les enfants, les jeunes et les adultes recevant le moins d'accompagnement scolaire dans leur milieu familial qui vont en souffrir le plus, si le système éducatif ne base pas ses pratiques sur les mesures réellement efficaces, mais sur ce que l'on croit – ou souhaite croire – efficace.

Mesures :

- Reconduire le grand investissement en compétence et R&D dans le secteur des jardins d'enfants.
- Établir un important programme de recherche en apprentissage et enseignement.
- Renforcer le programme de développement *La Promotion des Connaissances – de la parole à l'action*.
- Renforcer l'information sur la recherche vers ce secteur

La petite enfance

Des études montrent qu'une stimulation linguistique précoce peut prévenir des inégalités sociales dans les résultats d'apprentissage futurs à l'école. Nous savons aussi qu'une telle initiative réduit le besoin futur d'enseignement spécialisé. Beaucoup d'enfants fréquentent les jardins d'enfants, mais il y en a qui ne le font pas. Pour cela, il est important de proposer des stimulations dans les jardins d'enfants, mais aussi en dehors. Le Gouvernement estime, pourtant, que le jardin d'enfants est l'arène préventive la plus importante, en dehors du foyer de la famille. C'est pour cette raison qu'il prend des engagements qui font date pour les jardins d'enfants.

Mesures :

- Assurer une offre de stimulation linguistique, avant le début de la scolarité, à tous les enfants qui en ont le besoin.
- Un projet de suivi pour les enfants ayant un retard dans le développement linguistique.
- Essais de pédagogues ambulants.
- Jardins d'enfants pour tous les enfants avant la fin de 2007.
- Droit à une place dans un jardin d'enfants.

- Essais d'admission à temps partiel aux jardins d'enfants.

Formation de base

Initiatives précoces – évaluation et suivi

Pour atteindre le but d'une réduction des inégalités sociales, tous les enfants et jeunes doivent être intégrés, le plus tôt possible, dans de bons processus d'apprentissage, et vivre un développement favorisant les compétences et un bon profit d'apprentissage. Des initiatives précoces sont nécessaires pour arriver à mettre en oeuvre un enseignement adapté à tous les élèves. Nous devons également savoir tôt si un élève a des problèmes et nous assurer qu'il soit aidé, s'il en a besoin. Pour y arriver, il faut que le propriétaire d'école, après réception des résultats de test de chaque élève, assure, mieux que maintenant, un suivi individualisé de l'élève, de sorte que celui-ci obtienne un enseignement le mieux adapté possible. En plus, il est important que le règlement sur l'évaluation individuelle contribue à promouvoir le développement de l'apprentissage et des compétences de l'élève. Il est décisif pour les résultats que les enseignants informent, continuellement, les élèves sur leur travail d'apprentissage.

Mesures :

- Évaluer l'assise légale du devoir d'offrir un enseignement adapté.
- Continuer à développer les tests des connaissances et les tests diagnostiques nationaux, en vue d'un dépistage précoce d'éventuels problèmes.
- Revoir le règlement sur l'évaluation individuelle.
- Étudier l'ensemble de l'organisation des interventions de pédagogie spécialisée, pour voir si elle fonctionne bien pour les enfants, les jeunes et les adultes qui ont besoin d'une aide pédagogique spécialisée ou d'un enseignement spécialisé.

Un cadre favorisant l'apprentissage

Tous les élèves doivent avoir l'occasion de trouver, à l'école, un cadre favorisant l'apprentissage. Une journée scolaire élargie et bien conçue comprenant une aide aux devoirs, des fruits et des légumes et un équilibre entre activité physique et des activités plus sédentaires, sont des mesures ayant pour but de créer les mêmes conditions pour tous et, ainsi, de meilleures possibilités d'apprendre pour tout le monde.

Mesures :

- Rallonger graduellement la journée scolaire de l'école élémentaire jusqu'à 28 heures de cours par semaine.
- Développer et mettre en marche un système d'aide aux devoirs.
- Introduire un système de distribution de fruits et légumes à tous les élèves de l'école primaire.
- Stimuler les écoles à faciliter les activités physiques.
- Prendre l'initiative de l'élaboration de textes modèles pour les délégués des parents.

Un meilleur parcours dans l'enseignement secondaire

Renforcer le service de conseil et d'orientation

L'important abandon dans l'enseignement secondaire s'explique par des circonstances plus tôt dans le parcours scolaire. Les rapports de recherche nous signalent que la majorité de ceux qui abandonnent l'enseignement secondaire, quittent l'école primaire sans avoir acquis les connaissances et les compétences suffisantes. Les mesures ayant pour but de réduire l'abandon dans l'enseignement secondaire doivent, également, viser l'école primaire. Un domaine prioritaire important est le service de conseil et d'orientation.

Mesures :

- Diviser le service de conseil et d'orientation dans l'école primaire en un service pédagogique et un service d'orientation.
- Élaborer des critères de compétence des conseillers.

Développement du système de stagiaires et initiatives pour avoir plus de stages.

Une commission nommée par le Ministère de l'éducation et de la recherche a proposé, dans son rapport final, l'introduction d'un parcours de deux ans, basé sur l'organisation de stages, qui aboutirait à une « lettre de stages accomplis ». Un tel système sera le développement et la formalisation de l'organisation de stages, et sera testé en coopération avec les partenaires du monde du travail. Pour les apprentis, il est capital pour le parcours de leurs études s'ils obtiennent des stages ou si toute leur formation a lieu à l'école. Le nombre de stages sera probablement augmenté par la décision du Gouvernement de créer des stages dans le secteur public.

Mesures :

- Essai d'un parcours sur deux ans dans l'enseignement secondaire, basé sur l'organisation de stages.
- Initiatives pour établir plus de stages.

L'enseignement du norvégien aux personnes de langue minoritaire

Une bonne maîtrise de la langue est, pour les élèves de langue minoritaire, la clé de la réussite dans l'éducation et le monde du travail. La recherche montre aussi que la connaissance et la maîtrise de la langue maternelle sont importantes pour l'apprentissage de d'autres langues. En même temps, nous avons besoin de mieux connaître le contenu, la qualité et l'ampleur de l'apprentissage de langues maternelles. Le Ministère a déjà pris l'initiative de l'élaboration d'une vue d'ensemble de la recherche faite sur l'enseignement de langues maternelles, y compris l'enseignement bilingue de différentes matières, et sur le norvégien comme langue seconde. On espère ainsi mieux comprendre certaines causes et certains effets dans l'apprentissage.

Mesures :

- Proposer de modifier la loi sur l'apprentissage, de sorte que le droit des élèves de langue minoritaire à un enseignement spécifique du norvégien dans le secondaire soit inscrit dans cette loi.
- Introduire des programmes de niveau en norvégien fondamental, combinés avec du matériel de diagnostic.

Enseignement supérieur

L'enseignement supérieur a une grande capacité, une bonne répartition régionale, et implique peu de frais pour les étudiants. Plusieurs voies y mènent et la participation des adultes est bonne. Pourtant, l'enseignement supérieur est réparti de façon inégale dans la population. La probabilité d'entamer des études supérieures, que ce soit dans un établissement d'enseignement supérieur de région ou dans une université, augmente avec le niveau d'éducation des parents. Plusieurs facteurs indiquent que nous devons chercher la cause principale de la reproduction sociale dans une phase précoce du parcours éducatif. Le message principal de ce document de mettre l'accent sur des initiatives précoces pourrait également contribuer, à plus longue échéance, à un accès plus large à l'enseignement supérieur. Le but que se propose le Gouvernement est que tous aient le même droit à l'éducation, indépendamment de l'économie et du milieu social. Tout étudiant doit avoir la possibilité d'étudier à plein temps.

Des études antérieures montrent que les personnes de parents ayant un niveau éducatif bas et un faible revenu doivent passer un seuil plus élevé que la moyenne des étudiants pour demander un prêt d'études en vue de faire des études supérieures. Ceci représente un défi aux efforts pour faire entrer de nouveaux groupes dans des études au-delà de l'enseignement secondaire, par l'intermédiaire d'un financement d'études public. Les emprunteurs de la Caisse nationale de prêt pour l'éducation peuvent choisir entre un intérêt fixe et un intérêt flottant. Ceux qui souhaitent une bonne prévisibilité peuvent choisir un intérêt fixe, pendant trois à cinq ans. Le Ministère va élargir la période d'immobilisation jusqu'à une alternative de 10 ans. Une telle possibilité permet une prévisibilité à long terme pour le remboursement du prêt d'études.

Mesures :

- Appuyer l'effort des établissements pour proposer des programmes d'études flexibles.
- Introduire la possibilité d'une période d'immobilisation de 10 ans, en plus de 3 et de 5 ans actuellement.

Adultes

Les adultes sans une formation de base et sans les compétences fondamentales méritent une deuxième chance. Le Gouvernement souhaite une population d'adultes qui participe activement au monde du travail et à la vie de la société. Par la Réforme des compétences, plusieurs initiatives ont été prises pour développer la compétence de cette partie de la population, mais on n'a pas vu une augmentation de la participation parmi ceux qui ont le plus besoin d'une telle formation.

Le taux de participation peu élevé parmi ceux qui ont un niveau de formation assez bas, s'explique tant par le peu d'intérêt pour ces formations, que par le manque d'adaptation de ces formations aux besoins et aux situations des adultes. Maintenant, un groupe d'adultes dont le nombre ne cesse d'augmenter n'a pas droit à un enseignement secondaire. Cela concerne aussi les immigrés qui sont arrivés trop tard en Norvège pour pouvoir jouir de ce droit des adultes.

Mesures :

- Élargir le droit à l'enseignement secondaire pour les adultes (supprimer « la règle de 1978 »).
- Augmenter les subventions au *Programme pour les compétences de base dans le monde du travail*.
- Renforcer le service de conseil d'études et d'orientation pour les adultes.

Information et dialogue

La transmission du message principal, des domaines prioritaires et des mesures présentés dans ce document suppose un dialogue de qualité et d'envergure avec les groupes concernés dans les différents secteurs. Cela veut dire les propriétaires des jardins d'enfants et des écoles, les acteurs du monde du travail et de la vie de la société, les enseignants dans les jardins d'enfants, les professeurs des écoles et le reste du personnel des jardins d'enfants et des écoles, les chefs d'établissement, les parents, les enfants, les élèves et les institutions de formation des maîtres. Le but de ce dialogue sera double : premièrement, informer des raisons et du contenu de ce document, et deuxièmement, contribuer à ce que les différents acteurs mettent en marche les mesures décidées.

Le Ministère va donc mettre beaucoup d'accent sur la communication avec les différents secteurs. Un but important de ce travail de communication sera d'établir un dialogue et d'impliquer les groupes cible directement dans la réalisation du projet. Il sera important d'établir des arènes locales d'échanges d'informations et de discussions d'expériences, et de faire connaître des exemples de cas réussis, des rapports et des analyses importants. L'organisation de grands colloques à travers le pays pourrait également servir de moyen d'action pour promouvoir ce processus.